



Les Usagers de l'hôpital d'Aubenas

Informations Février 2021

COVID 19 : UNE CATASTROPHE SANITAIRE RÉVÉLATRICE DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DÉVASTATRICES DEPUIS DES DÉCENNIES

Pour faire face aux capacités d'accueil insuffisantes de l'hôpital, l'État a déployé tout un arsenal de mesures souvent contradictoires sinon inefficaces. Ces mesures ont entraîné des inégalités de prises en charge des malades, des conditions de travail inacceptables voire dangereuses pour les soignants et en conséquence pour les malades.

Le manque de prévisions à long terme pour des raisons économiques ont conduit à la pénurie de masques et de protections.

Seul l'engagement admirable des professionnels de santé a permis d'éviter le désastre et ils méritent une reconnaissance de notre part et une reconnaissance matérielle de l'État. Le Ségur de la santé n'est pas une réponse suffisante et le « quoiqu'il en coûte » d'Emmanuel Macron est loin des attentes des soignants et de la population dans son ensemble.

Elles ont conduit aussi à des reports de soins (non Covid) dont on mesurera les effets négatifs à moyen et long terme.

Aujourd'hui c'est un manque de transparence insupportable qui pollue le paysage de la prévention : tests, vaccins... Une fois encore la culpabilisation de la population est utilisée pour dédouaner les pouvoirs publics et jeter la suspicion sur l'Autre et appeler sans le dire à la délation.

Cette situation, nous la vivons depuis des mois avec de plus en plus de difficultés, de plus en plus de doutes. Sans nier la gravité et la dangerosité de l'épidémie il convient d'expliquer et de dénoncer ce qui nous a conduit à cette situation. Force est de constater que l'élément économique prime sur la prise en charge de la santé de chacun d'entre nous, quelque soit notre lieu de vie et notre position sociale.

L'épidémie **nous** a surpris sans doute, elle n'a pas surpris les chercheurs qui depuis des années alertent et demandent des moyens indispensables pour leurs recherches. La réponse qui leur a été donnée s'est traduite par la suppression massive de crédits et des moyens colossaux donnés au secteur privé sans la moindre exigence de contre-partie.

Depuis plus de trente ans toutes les réformes hospitalières ont entraîné des suppressions de lits de personnels, des économies drastiques sur les budgets des hôpitaux conduisant à une incapacité d'accueillir comme c'est le cas aujourd'hui un afflux brutal de malades. La Tarification à l'Activité (T2A) a conduit à gérer l'hôpital comme une entreprise privée sans tenir compte des missions spécifiques et incontournables de ces derniers. Depuis mars 2020, 2000 lits ont été supprimés et d'autres suppressions sont prévues !

La gestion de l'accès aux vaccins apparaît comme une lutte impitoyable entre des intérêts privés, une course effrénée aux profits, les intérêts sanitaires relégués aux second plan. Pour la vaccination proprement dite, il a été fait appel à des cabinets privés. Des contrats de 200 000 euros ont été signés pour des résultats très problématiques.

Dans ce contexte la Sécurité Sociale basée sur la Solidarité devrait être renforcée et fermement soutenue. En fait après les attaques annuelles successives elle voit son budget pour les hôpitaux

encore amputé de 1,5 milliards d'euros et la mise en place d'un forfait pour les personnes accueillies aux Urgences si elles ne sont pas hospitalisées.

Nous sommes bien loin de l'idéal de justice et de solidarité qui a prévalu à la mise en place au lendemain de la Libération de la Sécurité Sociale, il y a tout juste 70 ans, par Ambroize Croizat. Nous en bénéficions encore mais elle est dangereusement ébranlée et appelle notre vigilance de citoyen. Nous sommes tous concernés.

Certes ce n'est pas elle qui éradiquera le virus mais elle permettra de lutter efficacement et solidairement à la prise en charge des besoins de santé pour tous et partout sur le territoire.

Cette crise sanitaire que nous traversons et la dégradation de notre système de santé appellent des mesures énergiques.

NOUS EXIGEONS

- La revalorisation significatives des salaires de toutes les catégories de personnel ; la France accuse un retard conséquent selon les données de l'OCDE.
- L'augmentation des budgets hospitaliers
- L'arrêt des fermetures de services, d'établissements et la réouverture
- de lits et de structures partout où cela est nécessaire
- Le recrutement rapide de personnel en nombre suffisant et formé
- Un pôle public du médicament et la remise en cause des brevets
- générateurs de profits indécents.
- **Une autre logique de gestions des hôpitaux répondant aux besoins des populations et non aux appétits financiers**

Victoire pour l'Hôpital de Joyeuse

Le 15 octobre dernier nous manifestions pour la réouverture du Service de Médecine et du Service de Soins de Suite(SSR) de l'hôpital de Joyeuse.

Nous apprenons que ces services sont réouverts du fait du recrutement de médecins

Coordination Nationale des comités de défense des maternités et hôpitaux de proximité

Association agréée N2008AG0003 - Arrêté du 14/08/2008

Contact : postmaster@coordination-nationale.org Site : <http://www.coordination-nationale.org>

Nous avons besoin de votre soutien moral et financier

Bulletin d'adhésion

Nom / Prénom

Adresse (e.mail éventuellement)

Adhésion 2021 (minimum 5 euros) à adresser à: Suzanne Torte 295 Chemin de la Roche 07380 PRADES

Chèque libellé à l'ordre de : « Les Usagers de l'Hôpital d'Aubenas »